



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement



Direction  
générale du travail

Service de l'animation  
territoriale de la politique du  
travail et de l'action de  
l'inspection du travail

Département du soutien et de  
l'appui au contrôle

Bureau DASC 2

39-43, Quai André-Citroën  
75902 Paris Cedex 15

Téléphone : 01 44 38 25 49  
Télécopie : 01 44 38 25 88

Services d'informations  
du public :

internet : [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr)

## INSTRUCTION DGT 2007/ 06

du 11 mai 2007  
relative à la prise d'acte de la rupture de  
son contrat de travail par un salarié  
protégé

Paris, le

11 MAI 2007

i)

- MADAME ET MESSIEURS LES  
DIRECTEURS REGIONAUX DU TRAVAIL
- MESDAMES ET MESSIEURS LES  
DIRECTEURS DEPARTEMENTAUX DU  
TRAVAIL
- MESDAMES ET MESSIEURS LES  
INSPECTEURS DU TRAVAIL

Cette instruction a pour objet de présenter l'évolution jurisprudentielle en matière de prise d'acte par le salarié de la rupture de son contrat de travail aux torts de l'employeur, et d'en tirer les conséquences pour le traitement d'une demande d'autorisation de licenciement d'un salarié protégé.

A la suite de l'arrêt *M. René B... c/ sté Mayday sécurité* (15 décembre 2004, n°s 252590 et 252743, publié aux tables du recueil Lebon) du Conseil d'Etat, instruction avait été donnée aux services, d'une part, de vérifier que le salarié avait effectivement pris acte de la rupture aux torts de l'employeur et, d'autre part, de déterminer si les faits reprochés à l'employeur justifiaient la rupture. Si tel était le cas, l'inspecteur du travail se trouvait dans une situation de compétence liée pour refuser le licenciement. Dans le cas contraire, il devait examiner la demande au fond (fiche juris-travail, Veille juridique de la DRT, 11°2004.1271 ).

Des évolutions jurisprudentielles ultérieures remettent en cause cette solution .

Ainsi, à l'occasion de plusieurs arrêts rendus le 31 octobre 2006 (notamment n° 04-48.234, *sté Mep c/ M Vanlerberghe* publié au bulletin civil), la Cour de cassation, dans un attendu de principe, a jugé que :

*« la prise d'acte de la rupture de son contrat de travail aux torts de l'employeur par le salarié entraîne la **cessation immédiate** du contrat, en sorte qu'il n'y a pas lieu de statuer sur la demande de résiliation judiciaire introduite auparavant ».*

La jurisprudence administrative s'oriente également dans ce sens. Ainsi, par un arrêt rendu le 28 novembre 2006 (n°06LY00475), la cour administrative d'appel de Lyon a précisé que *« dans l'hypothèse où les relations contractuelles entre l'employeur et le salarié protégé ont été rompues, l'inspecteur du travail est tenu de refuser cette autorisation, **que cette rupture, quel qu'en soit le motif, soit imputable à l'employeur ou au salarié** ».*

Il convient donc d'en déduire la règle suivante:

- lorsque le salarié protégé prend acte de la rupture de son contrat aux torts de l'employeur avant que l'inspecteur du travail ait statué sur la demande d'autorisation de son licenciement, celui-ci est tenu de rejeter la demande d'autorisation sollicitée, dans la mesure où le contrat de travail est rompu dès la date de notification de la prise d'acte à l'employeur par le salarié.

- il reviendra alors au juge judiciaire de décider, au vu des pièces du dossier, si la prise d'acte produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse ou d'une démission selon les critères dégagés par l'arrêt de la Cour de cassation du 25 juin 2003 (*Mme X c/ Sté Ecoles de danse Gérard Louas*).

Toutes les difficultés liées à la mise en œuvre de la présente instruction devront être portées à la connaissance de la direction générale du Travail (service de l'animation territoriale de la politique du travail et de l'action de l'inspection du travail; département du soutien et de l'appui au contrôle; bureau DASC2).

Le Directeur Général du Travail

Jean-Denis COMBEXELLE